

Réalisation d'ateliers, de formations et de prestations d'accompagnement sur le thème de l'innovation, de l'entrepreneuriat et de la recherche dans le cadre du projet Loire Valley Innov

**Cahier des clauses administratives
particulières (CCAP)**

Consultation n°











202502261736

SOMMAIRE





1.	DÉFINITIONS	3
2.	OBJET DU CONTRAT.....	3
3.	STRUCTURE ET FORME DU CONTRAT.....	4
4.	DURÉE DU CONTRAT ET DÉLAIS D'EXÉCUTION	7
5.	PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT	8
6.	RÉALISATION DES PRESTATIONS	11
7.	OBLIGATIONS DU TITULAIRE	12
8.	LITIGE ET SANCTIONS	14
9.	FIN DU CONTRAT	15

Sélectionner le sommaire, appuyer sur la touche F9 (ou Fn+F9) pour mettre à jour la numérotation des pages.

ÉLÉMENTS CLÉS DU CONTRAT

	Objet du contrat	Réalisation d'ateliers, de formations et de prestations d'accompagnement sur le thème de l'innovation, de l'entrepreneuriat et de la recherche dans le cadre du projet Loire Valley Innov
	Acheteur	Université de Tours
	Type de contrat	Lots 1, 2 et 3 : Accord-cadre à bons de commande sans minimum et avec maximum mono-attributaire de services & Lot 4 : Accord-cadre à marchés subséquents sans minimum et avec maximum multi-attributaire de services
	Structure	4 lots
	Lieu d'exécution	Région centre val de Loire (principalement sur les villes de Tours, Orléans, Blois et Bourges)
	Durée	12 mois - 2 reconductions
	Développement durable	Clause environnementale
	Pénalités de retard	Cf. article 8
	Variation des prix	Révisables (formule)
	Nature des prix	Prix unitaires

1. DÉFINITIONS

 Contrat	Le contrat est un accord-cadre passé en Procédure adaptée ouverte (Article R2123-1 3° - Services sociaux et autres services spécifiques - Code de la commande publique). Le contrat fait référence au CCAG Prestations intellectuelles du 30 mars 2021 . Le terme contrat désigne également le présent document, ses annexes et les autres pièces constitutives de l'accord-cadre.
 Acheteur	L' acheteur désigné dans le contrat agit en tant que pouvoir adjudicateur. Il est le donneur d'ordre du contrat pour le compte duquel le contrat est exécuté.
 Titulaire	Le titulaire désigné dans le contrat est l'opérateur économique qui conclut le contrat avec l'acheteur. En cas d'attribution à un groupement d'opérateurs économiques, le titulaire désigne le groupement représenté par son mandataire.
 Prestation	La prestation est l'ensemble des tâches prévues au contrat qui incombent au titulaire et rémunérées par l'acheteur. Le terme prestation vise également une partie du contrat soumise à des règles spécifiques.

2. OBJET DU CONTRAT

2.1. Description des prestations

■ Objet de la prestation :

Le contrat porte sur les prestations suivantes :

Réalisation d'ateliers, de formations et de prestations d'accompagnement sur le thème de l'innovation, de l'entrepreneuriat et de la recherche dans le cadre du projet Loire Valley Innov.

Les prestations font l'objet de 4 lots traités séparément, chaque lot donnant lieu à la conclusion d'un accord-cadre, à savoir :

- lot n° 1 " Accompagnement à la détection / émergence de projet dans les laboratoires de recherche (Open Innovation Design Thinking et intelligence collective associant éventuellement des acteurs du monde socio-économique)" : Accord-cadre mono-attributaire à bons de commandes
- Lot n° 2 " Réalisation de la formation « Docteurs Entrepreneur & Innovation » (existante) " : Accord-cadre mono-attributaire à bons de commandes
- Lot n° 3 " Accompagnement à la mise en œuvre d'une méthode d'intelligence collective (existante) pour tester et challenger des idées/projet et booster et challenger des projets avancés." : Accord-cadre mono-attributaire à bons de commandes
- Lot n° 4 "Coaching et ateliers sur des sujets très spécifiques à la demande" : Accord-cadre multi-attributaire à bons de commande

■ **Lieu d'exécution :**

Le lieu d'exécution des prestations est :

Région centre val de Loire (principalement sur les villes de Tours, Orléans, Blois et Bourges)

■ **Exclusivité :**

Le titulaire bénéficie de l'exclusivité pour couvrir les besoins de l'acheteur concernant les prestations objet du contrat.

■ **Pièces contractuelles :**

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG, le contrat est constitué des documents énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

l'acte d'engagement et ses annexes financières éventuelles / le présent document et ses annexes éventuelles / le CCTP ou les stipulations techniques du contrat et ses annexes éventuelles / le CCAG applicable (arrêté du 30 mars 2021) dans sa version en vigueur au lancement de la consultation / l'offre technique du titulaire / pour le lot n° 4, les marchés subséquents passés sur le fondement de l'accord-cadre / les actes d'exécution et modificatifs contractualisés en phase d'exécution

2.2. Intervenants

Les prestations sont réalisées pour l'acheteur **Université de Tours**, représenté par le président de l'Université de Tours (Tours Etablissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel).

Adresse et coordonnées :

Université de Tours
Service C-VALO
BP 12050
60 rue du Plat D'Etain
37020 Tours Cedex 1
Téléphone : 02 47 36 66 00
Courriel : commande-publique@univ-tours.fr
Site internet : www.univ-tours.fr

■ **Représentation des parties :**

Dès la notification du contrat, l'acheteur désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du titulaire. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution.

Le titulaire désigne dès le début du contrat les noms et coordonnées professionnelles d'une ou plusieurs personnes chargées de le représenter pour l'exécution des prestations. En cas d'empêchement ou de remplacement de ces représentants en cours d'exécution du contrat, le titulaire en avise sans délai l'acheteur et lui indique les noms et coordonnées professionnelles d'un nouveau représentant. Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre les décisions nécessaires engageant le titulaire.

3. STRUCTURE ET FORME DU CONTRAT

■ **Nature de la prestation :**

Les prestations relèvent d'un contrat de **services**.

■ **Décomposition de la prestation et forme du contrat :**

Les prestations sont décomposées comme suit en **4 lots**.

Pour les lots n° 1, 2 et 3, la forme retenue pour l'exécution du contrat est à **bons de commande sans minimum et avec maximum** mono-attributaire en application des articles R2162-2, R2162-4 2° et R2162-13 à R2162-14 du Code de la commande publique.

Pour le lot n° 4, la forme retenue pour l'exécution du contrat est à **Marchés subséquents sans minimum et avec maximum** multi-attributaire en application des articles R2162-2, R2162-4 2° et R2162-7 à R2162-10 du Code de la commande publique.

La forme varie selon les éléments du contrat comme suit :

Type	Objet et forme	Forme du contrat
Consultation	Réalisation d'ateliers, de formations et de prestations d'accompagnement sur le thème de l'innovation, de l'entreprenariat et de la recherche dans le cadre du projet Loire Valley Innov. <i>Les prestations font l'objet de 4 lots traités séparément, chaque donnant lieu à la conclusion d'un accord-cadre.</i>	
Lot	Lot n°1 "Accompagnement à la détection / émergence de projet dans les laboratoires de recherche (Open Innovation Design Thinking et intelligence collective associant éventuellement des acteurs du monde socio-économique)"	Accord-cadre mono-attributaire à bons de commande sans montant minimum et avec un montant maximum
Lot	Lot n°2 "Réalisation de la formation « Docteurs Entrepreneur & Innovation » (existante) "	Accord-cadre mono-attributaire à bons de commande sans montant minimum et avec un montant maximum
Lot	Lot n°3 "Accompagnement à la mise en œuvre d'une méthode d'intelligence collective (existante) pour tester et challenger des idées/projet et booster et challenger des projets avancés."	Accord-cadre mono-attributaire à bons de commande sans montant minimum et avec un montant maximum
Lot	Lot n°4 "Coaching et ateliers sur des sujets très spécifiques à la demande"	Accord-cadre multi-attributaire à marchés sans montant minimum et avec un montant maximum

Définitions :

Lot : Unité autonome d'attribution du contrat à l'intérieur d'une consultation

■ **Présentation des bons de commande pour les lots n° 1, 2 et 3 :**

Les prestations à réaliser sont définies au fur et à mesure des besoins au moyen de bons de commande qui comportent :

- nom et adresse du titulaire,
- numéro et date du contrat,
- numéro et date du bon de commande,
- numéro de l'engagement juridique,
- lieu de réalisation des prestations,
- adresse de facturation si elle diffère de celle prévue au contrat,
- désignation et quantités des prestations à réaliser,
- délais maxima de réalisation des prestations,
- montant total hors taxes de la commande,
- taux et montant de la TVA,
- montant total TTC.

La ou les personnes habilitées à signer les bons de commande sont : Le Président de l'Université de Tours, le Directeur général des services et ses adjoints, les responsables de services

■ **Attribution des marchés subséquent pour le lot 4 :**

Périodicité de consultation :

Les titulaires sont remis en concurrence à chaque survenance de besoin

Modalité de consultation :

L'acheteur détermine son besoin et consulte les titulaires de l'accord-cadre.

La demande transmise aux titulaires de l'accord-cadre contient :

- Les règles de la consultation (date de remise des offres, critères d'analyse, etc...)
- La définition du besoin
- Toute autre pièce jugée utile au moment de la consultation

A l'initiative de l'Etablissement, la consultation peut prévoir :

- la possibilité pour le titulaire de proposer une ou plusieurs variantes libres ou demander de chiffrer une variante imposée ;
- la possibilité ou l'obligation pour le titulaire de proposer une ou plusieurs prestations supplémentaires ou alternatives éventuelles (facultative ou obligatoire)

Les conditions de présentation des éventuelles variantes libre ou prestations supplémentaires éventuelles, sont précisées par le service ou la composante dans les documents de la consultation.

En cas d'absence de mention sur la demande les variantes et les PSE ne sont pas autorisées

Délais de consultation : le délai de de réponse est fixé par le service dans les règles de la consultation.

Modalités de remise des offres :

Le titulaire qui souhaite participer à la consultation transmet une offre selon les modalités précisées dans les règles de la consultation.

En cas d'absence de mention, les offres sont à transmettre par retour de mail au service demandeur.

Critère d'attribution et Analyse des offres :

Les propositions inacceptables, irrégulière (non conformes à la demande...), hors délais et anormalement basses seront éliminées. Le service émetteur peut toutefois, à sa diligence, autoriser tous les titulaires à régulariser leur offre irrégulière dans un délai approprié à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses.

L'université attribuera les marchés subséquents après mise en oeuvre des critères d'attribution suivants, dont la pondération sera précisée dans les documents de la consultation :

Critère	Fourchette de notation
Prix des prestations	Entre 25 et 70
Valeur technique	Entre 0 et 40
Qualité	Entre 0 et 40
Le total étant noté sur 100	

A l'initiative du pouvoir adjudicateur, les critères peuvent le cas échéant être affinés par des sous-critères pondérés.

Les négociations sont autorisées.

Résultat de la consultation et commande :

A l'issue de l'analyse des propositions, le service ou la composante informe les candidats par mail du résultat de la consultation.

Le marché subséquent est notifié au titulaire retenu, il peut :

- Prendre la forme d'un Bon de commande auquel est annexé la proposition technique et financière du titulaire, qui sera notifié au titulaire par l'acheteur et vaudra commande
- Prendre la forme d'un contrat écrit signé par le titulaire et l'acheteur, qui sera notifié au titulaire par l'acheteur et vaudra commande

Marché négocié :

En cas d'absence d'offre, l'acheteur se réserve la possibilité de passer un marché négocié sans publicité et sans mise en concurrence, soit avec un des titulaires de l'accord-cadre, soit avec une société tierce en dehors du présent accord-cadre, selon les dispositions prévues à l'article R.2122-1 du code de la commande publique.

L'acheteur pourra également passer un marché négocié sans publicité et sans mise en concurrence, soit avec un des titulaires de l'accord-cadre, soit avec société tiers en dehors du présent accord-cadre, dans les cas prévus aux l'article R.2122-3 et R.2122-4 du code de la commande publique.

4. DURÉE DU CONTRAT ET DÉLAIS D'EXÉCUTION

■ Durée globale du contrat :

Le contrat est conclu pour une durée de **12 mois** à compter de la notification du contrat.

■ Reconduction :

Le contrat est reconductible **2 fois** maximum dans les conditions suivantes :

Période	Durée	Complément
Lot n°1 "Accompagnement à la détection / émergence de projet dans les laboratoires de recherche (Open Innovation Design Thinking et intelligence collective associant éventuellement des acteurs du monde socio-économique)"		
- Période initiale - montant maximum 45 000,00 € HT	12 mois	
- Reconduction - montant maximum 75 000,00 € HT	12 mois	
- Reconduction - montant maximum 45 000,00 € HT	12 mois	
Lot n°2 " Réalisation de la formation « Docteurs Entrepreneur & Innovation » (existante) "		
- Période initiale - montant maximum 12 000,00 € HT	12 mois	
- Reconduction - montant maximum 16 000,00 € HT	12 mois	
- Reconduction - montant maximum 16 000,00 € HT	12 mois	
Lot n°3 " Accompagnement à la mise en œuvre d'une méthode d'intelligence collective (existante) pour tester et challenger des idées/projet et booster et challenger des projets avancés."		
- Période initiale - montant maximum 50 000,00 € HT	12 mois	

Période	Durée	Complément
- Reconduction - montant maximum 50 000,00 € HT	12 mois	
- Reconduction - montant maximum 50 000,00 € HT	12 mois	
Lot n°4 "Coaching et ateliers sur des sujets très spécifiques à la demande"		
- Période initiale - montant maximum 20 000,00 € HT	12 mois	
- Reconduction - montant maximum 25 000,00 € HT	12 mois	
- Reconduction - montant minimum 0,00 € HT - montant maximum 20 000,00 € HT	12 mois	

■ **Modalités de reconduction :**

Le contrat est reconduit de manière tacite. L'acheteur notifie la décision de ne pas reconduire le contrat 1 mois avant la date de fin de la période d'exécution en cours.

Le titulaire ne peut pas refuser la décision de reconduction du contrat.

■ **Délai des bons de commande :**

Le délai et/ou la date d'exécution des prestations est fixé pour chaque bon de commande. Il tient compte de la nature et de la quantité des prestations à réaliser.

Le délai court à compter de la date prescrite par le bon de commande ou, à défaut, à compter de la réception du bon de commande par le titulaire.

■ **Reconduction anticipée du contrat :**

Si le montant maximum d'une période est atteint avant la fin de sa durée de validité, l'acheteur se réserve la possibilité de notifier au titulaire une reconduction anticipée du contrat.

5. PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT

5.1. Prix du contrat

■ **Nature des prix :**

Les prix du contrat sont **unitaires**.

■ **Variation des prix :**

Les prix du contrat sont **révisables** à la hausse comme à la baisse par application d'une formule de variation.

La **formule de variation** utilisée est $P = P_o \times [(ICHT-Mm / ICHT-Mo)]$.

P = prix révisé

Po = prix initial

Io = valeur de l'index au mois Mo

Im = valeur de l'index pour le mois de référence

La liste des index utilisés est la suivante :

Code index	Libellé de l'index
ICHT-M	Activités spécialisées, scientifiques, techniques

Quand l'index n'est pas connu au moment du calcul, une révision provisoire s'applique sur la base de la dernière valeur connue de l'index. La révision définitive intervient au plus tard 3 mois après la date de publication de la valeur d'index pour le mois requis. En cas de disparition d'un index et si un index de substitution est publié, la variation des prix est de plein droit calculée avec ce nouvel index en utilisant le coefficient de raccordement nécessaire. En cas d'absence d'index de substitution, les parties conviennent de le remplacer d'un commun accord dans le cadre d'une modification du contrat.

La **date d'établissement des prix** (Mois 0) est fixée au Mois de remise des offres.

Par dérogation à l'article 10.2.4 du CCAG, en cas de remises d'offres multiples, la date d'établissement des prix s'appuie sur l'offre initiale remise par le titulaire.

Le coefficient de variation obtenu est **arrondi** à 3 décimales au millième supérieur.

Le coefficient de révision est calculé **de manière périodique**.

Le coefficient est calculé une première fois le 01/01/2027.

Le coefficient est ensuite recalculé tous les 12 mois.

Le calcul de la variation des prix est pris en charge par le titulaire. Ce dernier produit les pièces permettant de justifier du calcul de cette variation à l'acheteur. Les demandes de paiement sont présentées en incluant l'effet de la variation des prix, en faisant apparaître le prix de base, la valeur du coefficient de variation, les mois et valeurs d'index utilisées.

■ **Contenu des prix :**

Les prix du contrat comprennent :

- les dépenses nécessaires à l'exécution des prestations prévues au contrat ;
- les charges fiscales et autres charges éventuelles qui frappent les prestations ;
- les frais éventuels de conditionnement, stockage, emballage, assurance et transport ;
- les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Les prix incluent également : Les frais de déplacement (transport, hébergement, repas), le temps de cadrage avec les intervenants, la réalisation des éventuels supports pédagogiques et livrables

■ **Frais de coordination :**

En cas de groupement conjoint, la rémunération du mandataire pour sa mission de coordination est incluse dans le prix de ses prestations.

En cas de sous-traitance, les prix du contrat couvrent sans surcoût les frais de coordination et de contrôle des sous-traitants ainsi que les conséquences de leurs défaillances éventuelles.

■ **TVA :**

Les demandes de paiement sont adressées en montant HT et TTC.

Les taux de TVA applicables sont ceux en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du Code général des impôts.

5.2. Conditions de paiement

■ **Avance :**

Sauf renoncement, une avance est prévue si le montant du bon de commande ou du marché subséquent de la commande est supérieur à 50 000,00 € HT et le délai d'exécution supérieur à 2 mois.

Le taux de cette avance est fixé à 5%.

Le montant de l'avance n'est pas révisable.

Le versement de l'avance n'est pas conditionné à la constitution d'une garantie à première demande par le titulaire.

L'avance est remboursée entre 65% et 80% d'avancement des prestations.

Le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au titulaire en une seule fois. Si le montant des sommes à régler est inférieur au montant de l'avance à rembourser, l'avance est remboursée de manière progressive.

■ **Paiement des membres du groupement :**

En application de l'article 12.1 du CCAG, en cas de groupement, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. Le mandataire du groupement indique dans chaque demande de paiement qu'il transmet la répartition des paiements pour chacun des cotraitants, sur la base de l'état de répartition du montant du contrat par cotraitant fixé dans son offre.

■ **Présentation des demandes de paiement :**

Les demandes de paiement comprennent les mentions suivantes :

- le nom et la raison sociale du créancier, une date d'émission et un numéro unique ;
- le numéro RCS, de SIRET et TVA intracommunautaire ;
- les dates de réalisation des prestations ;
- le numéro du contrat ;
- la nature, quantité et montant hors taxes des prestations réalisées ;
- le taux de TVA applicable ;
- la désignation de l'acheteur et son SIRET ;
- les éventuelles autres mentions demandées par l'acheteur après la notification du contrat.

Elles sont transmises de manière électronique dans les conditions prévues par les articles L2192-1 et suivants du Code de la commande publique sur le portail Chorus Pro à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr/>

■ **Périodicité des paiements :**

Les paiements sont échelonnés comme suit :

Pour chaque bons de commande et/ou marché subséquent : 100% du bon de commande ou du marché subséquent à l'issue de la réalisation de la prestation.

Le titulaire peut toutefois demander le paiement d'acompte à hauteur des prestations réalisées. Il justifiera alors l'avancement des prestations auprès de l'acheteur.

■ **Régime des paiements :**

Les prestations du contrat sont réglées par acompte (articles R2191-20 et suivants du Code de la commande publique).

■ **Remise des demandes de paiement :**

Service facturier
Université de Tours
60 rue du Plat d'Etain
37020 Tours cedex
Téléphone : 02 47 36 64 35
Courriel : sfact-marches@univ-tours.fr
Site internet : <https://chorus-pro.gouv.fr>

■ Délai de paiement :

Le délai de paiement est de **30 jours** à compter de la réception de la demande de paiement ou du service fait si celui-ci est postérieur à la date de réception de la demande de paiement.

En cas de dépassement du délai de paiement, des intérêts moratoires sont versés au titulaire, calculés par application de la formule suivante :

$$IM = M \times J/365 \times \text{Taux IM} + F$$

Dans laquelle :

IM : montant des intérêts moratoires

M : montant TTC de la demande de paiement

Taux IM : taux de la Banque Centrale Européenne en vigueur majoré de 8 points

J : nombre de jours calendaires entre la date limite et la date réelle de paiement

F : forfait de 40 € de frais de recouvrement

6. RÉALISATION DES PRESTATIONS

6.1. Vérification des prestations

■ Niveau d'obligation prévu au contrat :

Du fait de l'objet du contrat le titulaire est soumis à une obligation générale de résultat. Celle-ci s'impose au titulaire dans l'exécution de ses engagements contractuels et pour l'intégralité des prestations décrites au contrat. Le titulaire s'engage à exécuter les prestations et à remettre les livrables associés avec le niveau de compétence professionnelle requis pour ce type de prestations, à consacrer tous les moyens humains et matériels nécessaires à sa bonne exécution, ainsi qu'à coopérer de bonne foi avec l'ensemble des intervenants amenés à participer au contrat.

■ Opérations de vérification de l'étude :

Les opérations de vérification quantitative et qualitative ont pour objet de permettre à l'acheteur de contrôler notamment que le titulaire :

- a mis en œuvre les moyens définis dans le contrat, conformément aux prescriptions qui y sont fixées ;
- a réalisé les prestations définies dans le contrat comme étant à sa charge, conformément aux dispositions contractuelles.

Les matières et objets nécessaires aux essais sont prélevés par l'acheteur public sur les livraisons réalisées au titre du contrat.

Conformément à l'article 28.2 du CCAG Prestations intellectuelles, l'acheteur dispose d'un délai de deux mois pour procéder aux vérifications et notifier sa décision d'admission, d'ajournement, d'admission avec réfaction ou de rejet.

■ Personnes en charge des vérifications des prestations :

Le service chargé de la vérification quantitative et qualitative des prestations réalisées par le titulaire est : Le service C-Valo de l'Université de Tours ou Pepite Centre Val de Loire

6.2. Développement durable

■ Clause environnementale :

Le contrat prévoit des obligations en matière de protection de l'environnement en tant que conditions d'exécution des prestations. Ces obligations sont les suivantes : Dans le cadre de l'exécution de ses

prestations, le titulaire veille à utiliser des moyens de transport les plus vertueux. Il veille également à limiter les impressions papier et privilégier les supports dématérialisés.
Le titulaire s'assure du respect par ses sous-traitants de ces obligations environnementales.

6.3. Autres stipulations

■ **Clause de réexamen et modifications du contrat :**

L'acheteur peut prescrire des **prestations supplémentaires ou modificatives par ordre de service** après consultation au titulaire. Le cas échéant des prix nouveaux et provisoires sont fixés de manière concertée puis rendu définitifs par avenant dans les conditions prévues par le CCAG.

Les modifications prescrites ont un rapport direct avec l'objet du contrat, sont imprévisibles et rendues nécessaires pour la bonne exécution du contrat sans en bouleverser l'économie générale.

■ **Dématérialisation du suivi :**

L'acheteur notifie au titulaire les actes d'exécution et modificatifs, par voie électronique, via son profil acheteur. La notification de l'acte est réputée être le jour de la première consultation du document si celle-ci a lieu moins de 8 jours à compter de son envoi, ou à défaut, 8 jours après.

7. OBLIGATIONS DU TITULAIRE

7.1. Obligations courantes du titulaire

■ **Assurances :**

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du contrat et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment durant l'exécution le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande de l'acheteur.

■ **Conduite des prestations par une personne nommément désignée :**

Conformément à l'article 3.4.3 du CCAG et compte tenu de l'objet du contrat, des prestations doivent être réalisées par une personne nommément désignée par le titulaire. Si cette personne n'est plus en mesure de réaliser la prestation, le titulaire doit :

- Informer l'acheteur sans délai ;
- Proposer un remplaçant aux compétences au moins équivalentes.

L'acheteur dispose de 30 jours pour récuser ou accepter le remplaçant proposé par le titulaire. A défaut de remplaçant accepté par l'acheteur, le contrat est susceptible d'être résilié.

■ **Devoir d'information et de conseil :**

Le titulaire est tenu à une obligation générale d'information et de conseil à l'égard de l'acheteur. A ce titre, il l'avise de toute modification réglementaire applicable aux prestations objet du contrat et de tout autre élément susceptible d'affecter ses conditions d'exécution.

Le titulaire, en sa qualité de professionnel du domaine objet du contrat, s'engage à communiquer à l'acheteur dans les meilleurs délais, les alertes et mises en garde, notamment en cas de retard, de difficultés majeures ou de tout événement susceptible d'impacter le projet.

Enfin, le titulaire est tenu de notifier à l'acheteur les modifications survenant au cours de l'exécution du contrat et qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- A la forme juridique sous laquelle il exerce son activité, à sa raison sociale ou sa dénomination ;
- A son adresse, son siège social ou à l'adresse d'exécution des prestations ;
- Aux renseignements qu'il a communiqués pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

■ **Prévention des risques de conflits d'intérêts et de corruption :**

Durant l'exécution du contrat le titulaire s'engage à maintenir son indépendance d'analyse et d'action afin d'éviter toute distorsion de concurrence, à éviter tout conflit pouvant exister entre ses intérêts, ceux de l'acheteur et ceux des autres opérateurs susceptibles d'être amenés à participer à l'exécution du contrat.

Le titulaire s'engage à avertir l'acheteur de toute situation susceptible d'aboutir à un conflit d'intérêts et lui soumet les dispositions qu'il propose de mettre en œuvre afin de faire disparaître cette situation. A ce titre, le titulaire s'engage à divulguer sur simple demande de l'acheteur les liens qui l'uniraient aux opérateurs économiques présentant leur candidature lors d'une autre consultation.

Conformément aux dispositions de la loi n°2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique le titulaire garantit que toute personne, physique ou morale, intervenant pour son compte dans le cadre du présent contrat :

- Respecte toute réglementation ayant pour objet la lutte contre la corruption et le trafic d'influence ;
- Met en place et maintient ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption ;
- Informe l'acheteur de tout événement qui pourrait avoir pour conséquence l'obtention d'un avantage indu, financier ou de toute autre nature, à l'occasion du présent contrat ;
- Fournit toute assistance nécessaire à l'acheteur pour répondre à une demande d'une autorité dûment habilitée relative à la lutte contre la corruption.

■ **Réparation des dommages :**

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens par le titulaire du fait de l'exécution du contrat sont à la charge du titulaire.

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du titulaire par l'acheteur du fait de l'exécution du contrat sont à la charge de l'acheteur.

■ **Sous-traitance :**

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations du contrat après acceptation du sous-traitant par l'acheteur.

Le titulaire remet à l'acheteur une déclaration de sous-traitance (formulaire DC4 téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>) remplie et signée par le sous-traitant et le titulaire, comportant la nature et le montant des prestations sous-traitées ainsi que les conditions de paiement. Cette déclaration s'accompagne des documents attestant des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ainsi que de sa régularité fiscale et sociale.

Le sous-traitant a droit au paiement direct si le montant sous-traité est supérieur à 600 euros TTC.

Le titulaire demeure responsable de la bonne exécution des prestations prévues au contrat et du respect de toutes les autres obligations du contrat. Il apporte aux sous-traitants toutes les informations utiles pour garantir la bonne exécution du contrat.

7.2. Obligations liées à la sécurité

■ Confidentialité et protection des données personnelles :

Le titulaire et l'acheteur qui, à l'occasion de l'exécution du contrat, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents signalés comme présentant un caractère confidentiel, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations ou documents ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Les idées de projets valorisables et les livrables associés sont identifiées comme ayant un caractère confidentiel.

Les parties s'engagent à respecter la réglementation applicable au traitement de données à caractère personnel éventuellement mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du contrat.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

8. LITIGE ET SANCTIONS

8.1. Pénalités

Pénalité	Fait générateur et mode de calcul
Pénalité pour annulation ou absence à une session de formation/atelier	En cas d'annulation d'une session à l'initiative du formateur (sans l'accord préalable du pouvoir adjudicateur) ou d'absence non justifiée, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de faire application d'une pénalité de : <ul style="list-style-type: none">• 20% du coût de la prestation en cas d'annulation entre 10 et 5 jours ouvrés avant la date de la prestation• 30% du coût de la prestation en cas d'annulation entre 4 et 1 jours ouvrés avant la date de la prestation• 50% en cas d'absence non justifiée le jour de la formation
Pénalité pour absence à une réunion	En cas d'absence à un rendez-vous ou une réunion 75,00 € par absence constatée
Pénalité pour retard en cas de dépassement des délais d'exécution ou de remise de la documentation prévue au contrat	Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG en cas de retard dans la fourniture de la documentation prévue au contrat ou dépassement des délais d'exécution prévus au contrat, le titulaire encourt une pénalité d'un montant de 50,00 € par jour calendaire de retard. Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG, les pénalités de retard sont applicables sans observations préalables du titulaire. Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG, le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 15 % du montant total hors taxes du bon de commande ou du marché subséquent concerné. Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG, les pénalités pour retard s'appliquent dès le premier euro.
Pénalité pour non-respect de la confidentialité ou du secret des affaires	Pénalité de 2 500 € en cas de non-respect de la confidentialité ou de non-respect du secret des affaires. Cette pénalité ne prend pas fin à l'issue de l'accord-cadre.
Propos incorrect d'un membre de l'équipe dédiée et/ou aptitude inadaptée	Propos incorrects d'un membre de l'équipe dédié et/ou attitude inadaptée 150,00 € Par infraction
Pénalité pour tout manquement aux autres obligations contractuelles	Une pénalité de 250€ par manquement aux obligations contractuelles constatées sera appliquée.

Toute pénalité appliquée par l'Université de Tours est perceptible soit par déduction sur le montant de la facture relative au bon de commande lors de l'exécution duquel le manquement a été commis, soit, à tout moment jusqu'à la date de paiement du dernier bon de commande émis en exécution de l'accord-cadre, par émission d'un titre de recettes à l'encontre du titulaire.

Ce titre peut porter sur l'intégralité des pénalités applicables, sans préjudice du fait que le ou les bons de commande concerné(s) par le(s) manquement(s) ai(en)t, le cas échéant, donné lieu à un règlement, même définitif. Les pénalités prévues au CCAP/AE-CCP/CCP sont cumulables entre elles.

8.2. Autres stipulations

■ Règlement des différends :

Tout différend entre le titulaire et l'acheteur doit faire l'objet d'un mémoire en réclamation exposant les motifs et le cas échéant justification des montants réclamés. Ce mémoire est adressé dans les deux mois qui suivent le différend. L'acheteur dispose d'un délai de deux mois pour répondre.

Les parties peuvent soumettre les différends qui les opposent au Médiateur des entreprises (<https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises/marches-publics-entreprises><https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises>), au Comité consultatif de règlement amiable des litiges compétent (articles R2197-1 et suivant du Code de la commande publique) ou à la DREETS (anciennement DIRRECTE, <https://dreets.gouv.fr/>).

■ Résiliation pour faute :

En cas de mauvaise exécution des prestations objet du contrat ou de non-respect des stipulations du contrat par le titulaire, l'acheteur peut résilier le contrat aux torts du titulaire et après mise en demeure restée sans effet pour les motifs prévus à l'article 39.1 du CCAG. Cette résiliation ne donne droit à aucune indemnisation du titulaire et n'éteint pas l'action éventuelle de l'acheteur en réparation des préjudices causés par la faute du titulaire.

■ Tribunal compétent

En cas de litige le tribunal compétent est le suivant :

Tribunal Administratif d'Orléans
28 rue de la Bretonnerie
Orléans
45057 Orléans Cedex 1
Téléphone : 02 38 77 59 00
Courriel : greffe.ta-orleans@juradm.fr
Télécopie : 02 38 53 85 16

Les recours peuvent être déposés sur <https://www.telerecours.fr/> ou adressés par courrier.

9. FIN DU CONTRAT

■ Résiliation pour motif d'intérêt général :

A tout moment l'acheteur peut résilier le contrat pour motif d'intérêt général. Cette résiliation n'ouvre droit à aucune indemnisation du titulaire puisqu'aucun engagement de montant n'est prévu.

■ Utilisation des résultats des prestations :

Par dérogation à l'article 35.2.1 du CCAG Prestations intellectuelles, les résultats obtenus dans le cadre des prestations font l'objet d'une cession à titre exclusif au profit de l'acheteur.

Le titulaire ne peut pas utiliser les résultats pour ses propres besoins notamment à des fins

commerciales.

La cession à titre exclusif concerne :

- Les aspects des prestations qui portent sur l'identité de l'acheteur, la promotion de ses missions de services publics et sur des données confidentielles (notamment les idées valorisables et le cas échéant tous les livrables associés (synthèse de résultat d'atelier, feuille de route de l'idée, synthèse des échanges, captation audio/vidéo des prestations, etc...))

Le titulaire s'interdit de réutiliser tout signe distinctif de l'administration et/ou sa charte graphique sans accord écrit de l'administration, et plus généralement tout signe générant une confusion avec l'administration.

Les supports pédagogiques de formation/ateliers sont cédés à titre non exclusif à l'acheteur.

■ **Certificat de bonne exécution :**

Si le contrat a été exécuté dans les délais et niveaux de qualité prévus au cahier des charges, l'acheteur peut, à la demande du titulaire, établir un certificat de bonne exécution du contrat à faire valoir sur sa candidature pour d'autres appels d'offres.

■ **Moyens mis à disposition par l'acheteur :**

Dans le cadre de la réalisation des prestations du contrat, l'acheteur met en œuvre les prestations suivantes : L'acheteur mettra à disposition du titulaire les locaux pour la réalisation des prestations en présentiel.

■ **Garantie :**

Les prestations font l'objet de la garantie prévue au CCAG PI.

Liste des dérogations au CCAG Prestations intellectuelles :

La rubrique *Pièces contractuelles* de l'article 2 du contrat déroge à l'article 4.1 du CCAG
La rubrique *Détermination du mois 0 en cas de négociation ou dialogue* de l'article 5.1 du contrat déroge à l'article 10.2.4 du CCAG
La rubrique *Pénalités pour retard* de l'article 8.1 du contrat déroge à l'article 14.1.1 du CCAG
La rubrique *Pénalités pour retard - observations préalables à l'application* de l'article 8.2 du contrat déroge à l'article 14.1.1 du CCAG
La rubrique *Pénalités pour retard - plafonnement des montants (à commandes)* de l'article 8.2 du contrat déroge à l'article 14.1.2 du CCAG
La rubrique *Pénalités pour retard - seuil d'exonération* de l'article 8.2 du contrat déroge à l'article 14.1.3 du CCAG
La rubrique *Utilisation des résultats de l'étude* de l'article 9 du contrat déroge à l'article 35.2.1 du CCAG
Par dérogation à l'article 1.2 du CCAG, toute éventuelle dérogation mentionnée dans le présent document mais non rappelée dans la liste récapitulative qui précède s'applique néanmoins.



Documents et liens utiles (versions en vigueur à la date du lancement de la consultation) :

[Code de la commande publique](#) et ses [annexes](#) (Legifrance)
[CCAG Prestations intellectuelles du 30 mars 2021](#)